

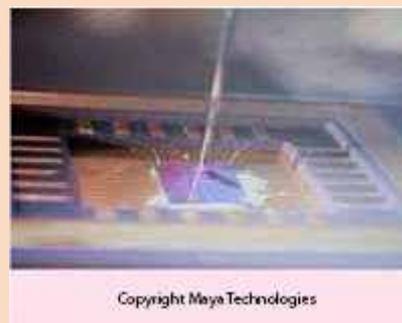
N° 5 - Mars 2014

- Le dossier ■ On en parle ■ Actualités ■ Comment font les autres
- Quoi de neuf sur le site ? ■ Trois questions à ■ Regard décalé ■ Mutécocos en Veille

Le dossier

Living Labs, FabLabs, MediaLabs...ils sont partout

Ils sont partout ou presque ! Ils ne sont pas réservés à un public averti, à des technophiles ou à des startups. Au contraire, ils nous concernent tous : entreprises, administrations, collectivités territoriales, monde associatif...et ils pourraient bien dans les années à venir changer la donne dans nos écosystèmes. Quel rôle peuvent-ils jouer dans l'anticipation de mutations économiques qui sont devenues une donnée structurelle de la vie des territoires ? Sont-ils porteurs d'une vraie révolution ? Sont-ils un nouveau modèle économique ? Comment s'en servir ? Autant de questions qui expliquent qu'e-Mutécocos ait choisi de leur consacrer son numéro 5 et de faire un tour d'horizon des Living Labs et autres labs.



[Lire la suite](#)

On en parle

Interview

Entretien avec Fleur Pellerin



"Il faut décloisonner le plus possible, afin de permettre aux acteurs d'échanger entre eux sur les meilleures pratiques, de se mettre en réseau", et le numérique est l'un des outils qui peut faciliter cette évolution. Tel est le sens de l'interview que Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des PME, de l'innovation et de

l'économie numérique, a donné à e-Mutécocos.

La révolution numérique et l'innovation sont des moteurs importants de la croissance et de la création d'emploi. Quelle est votre vision du rôle du Gouvernement, notamment par rapport à celui des entreprises, dans l'émergence de ce nouveau modèle économique ?

L'action du Gouvernement part d'un constat clair : ce sont les jeunes entreprises, les PME innovantes, les start-up d'aujourd'hui qui créeront les emplois de demain. C'est pourquoi nous donnons la priorité aux mesures permettant la création, le développement et

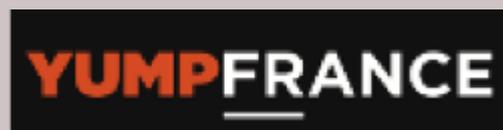
Comment font les autres ?

Comment font les autres ?



Formation Concept

Une Académie dans les quartiers populaires



L'objectif de Yump France est d'identifier le potentiel de porteurs de projets d'entreprises dans les quartiers fortement touchés par le chômage, puis de les former et de les accompagner dans le temps. A la clé, permettre l'émergence de nouvelles entreprises créatrices de valeur et d'emplois mais aussi accompagner les mutations de territoires en difficulté en

l'accès à l'innovation de toutes les entreprises, dans le numérique comme dans d'autres secteurs, ainsi qu'à la création de dynamiques collectives.

Depuis avril 2012, le gouvernement a ainsi engagé un ensemble cohérent d'actions transverses pour que les entreprises innovantes, les jeunes pousses et les start-up réalisent tout leur potentiel de croissance et de création d'emplois. En complément des actions sectorielles menées par ailleurs (34 plans de la Nouvelle France Industrielle, 7 ambitions de la Commission Innovation 2030), ces actions mobilisent tous les leviers publics : la formation, la commande publique, la fiscalité, le financement de l'innovation et la promotion à l'international.

Ces réformes reposent avant tout sur un changement du logiciel de pensée de la politique publique pour affirmer la France comme la « start-up République » de l'Europe. C'est ce que nous faisons à travers toutes les mesures de la Nouvelle donne pour l'innovation, du Pacte pour la compétitivité, la croissance et l'emploi, celles des Assises de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Ce sont ainsi la décision pour la commande publique d'un objectif de 2% consacrés à l'innovation, soit un milliard d'euros supplémentaire par an pour les PME, la création du crédit d'impôt innovation, mais aussi la suppression de l'indicateur O40 de la banque de France qui stigmatisait les échecs, le développement de la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat, le soutien à l'innovation non technologique ou encore la création d'une bourse de soutien aux jeunes créateurs d'entreprises. Nous agissons par ailleurs à travers le programme « French Tech », dédié aux écosystèmes numériques : un concept fédérateur qui doit permettre à toutes celles et ceux qui font vivre l'innovation dans notre pays de se développer de s'organiser en réseau, et de se projeter à l'international.

Vous avez annoncé récemment les projets retenus pour développer les FabLabs et fin janvier vous avez lancé récemment l'initiative French Tech. Quel est l'objectif de ces initiatives ?

Les FabLabs, makerspaces, cantines ou espaces collaboratifs de production sont de formidables accélérateurs du décloisonnement entre les entreprises, la recherche, l'université, la citoyenneté, la culture, l'artisanat. L'objectif pour moi est de soutenir leur dynamique dans notre pays. Je souhaite plus que jamais valoriser les acteurs locaux de l'innovation : ce sont eux qui demain offriront de nouveaux services pour les entreprises avec un réel accès à l'innovation et au prototypage rapide. L'appel à projet réalisé par la DGCS l'an dernier a permis d'identifier 14 projets orientés vers les services aux entreprises. La sélection a reflété la variété des modèles proposés (FabLabs ruraux, citoyens, itinérants, etc.), répartis sur l'ensemble du territoire, avec des projets existants à agrandir et de tout nouveaux projets, des porteurs variés (associations, universités, collectivités ou entreprises) ancrés dans des écosystèmes locaux dynamiques et enfin des modèles différents. Le Premier Ministre m'a par ailleurs confié une mission d'élaboration d'un plan, d'ici à l'été, pour accompagner plus avant cette formidable dynamique sur le territoire.

En mobilisant les écosystèmes numériques partout dans notre pays et en soutenant les accélérateurs de start-ups, l'initiative « French Tech », qui repose sur une véritable dynamique collective, participe d'une même ambition. Celle de devenir une « start-up république » capable de rivaliser avec les pays les plus en pointe, celle de faire de la France un pays de tout premier rang pour les entreprises innovantes, notamment – mais pas uniquement ! - dans le numérique. Nous avons beaucoup d'entrepreneurs et de créateurs de talent en France, et ce programme a pour but de les valoriser et de leur donner les conditions nécessaires au développement de leur entreprise.

Les mutations sont aujourd'hui devenues une donnée permanente de notre environnement. Comment intégrer cette nouvelle temporalité, pour l'Etat, en particulier dans la formation initiale et pour les entreprises, notamment les PME, avec la formation continue et la capacité à s'adapter rapidement aux nouvelles exigences du marché ?

pariant sur les jeunes, leur créativité et leur capacité d'entreprendre. Une vingtaine de jeunes participent ainsi à la première Yump Académie à Aubervilliers. Une initiative innovante soutenue par des partenaires publics comme la Caisse des Dépôts, l'Acsé, le Conseil régional d'Ile de France et privés comme Altran, Renault, LCL, Microsoft... L'idée vient de Suède et est testée pour la première fois en France à Aubervilliers.

Pour **Tomas FELLBOM**, cofondateur de Yump France, l'enjeu est de détecter des talents, des idées et des porteurs de projets dans les quartiers populaires urbains mais aussi ruraux.

Détecter et sélectionner, former et aider au lancement de projet avec un suivi durant 5 ans, c'est le fil rouge que Yump propose aux jeunes pour les accompagner à chaque étape de la création d'entreprise.

La démarche de Yump se structure en trois grandes phases : détection, formation et suivi

Première étape, la détection. Pour **Serge MALIK**, cette phase consiste en une campagne "jeuxmontermaboite.com" qui prend la forme d'animations de terrain avec des intervenants issus des quartiers populaires. 20 « Yumpers » sont choisis pour former l'académie. Pour Serge MALIK, les qualités personnelles du candidat sont essentielles et l'objectif de la formation délivrée par l'académie est de permettre aux jeunes d'intégrer leurs projets dans le monde professionnel et les rendre plus crédibles auprès des investisseurs. Mais c'est aussi de créer une dynamique de territoire, une onde de propagation de l'entreprenariat chez les jeunes des quartiers, grâce à l'exemple d'autres jeunes qui ont franchi le pas de la création d'entreprise.

Deuxième étape, la formation. C'est l'affaire d'**Alex KEILLER**, cofondateur de Yump France. D'une durée de six mois cette formation est confiée à des coaches professionnels (la formation est gratuite pour les participants appelés des yumpers). Yump met gratuitement à la disposition des participants un ordinateur portable et une carte de transport 4 zones. La formation compte une centaine de modules de e-learning pour le travail à la maison.

Une part importante de la formation se déroule dans les entreprises partenaires, où se tiennent des ateliers de travail sur différents sujets concernant l'organisation et la gestion de l'entreprise. Des ateliers et master class, sont également proposés aux Yumpers, dans les domaines du droit, de la comptabilité, de l'innovation sociale et tous sujets permettant aux yumpers de finaliser leur business plan. Le travail collectif est développé, notamment avec la méthode « My Challenge » qui consiste en des séances de présentation/validation du travail par l'ensemble du groupe une fois par semaine. Yump est un accélérateur de formation pour passer de l'idée au projet.

Troisième et dernière étape, le suivi. Yump peut s'engager dans le capital de certaines entreprises formées à hauteur de 20%. Cette entrée au capital est librement consentie par les yumpers. Le statut d'associé, délégué à un professionnel attaché à Yump, permet d'assurer un suivi sur 5 années. En retour, les sortants s'engagent à parrainer les nouveaux entrants et à être des ambassadeurs de l'académie.

En 2014/2015 Yump envisage de franchir une étape

Pour les salariés, la nouvelle loi formation professionnelle répond à ces nouvelles exigences notamment grâce à la libération de l'e-learning et aux nouvelles possibilités de formation personnelle. Il s'agit d'un levier structurant pour l'adaptation des salariés, mais également des organisations et des entreprises.

Pour les entreprises, le gouvernement a lancé le programme Transition numérique, pour développer un réseau de conseillers à destination des TPE/PME ainsi qu'un programme de 300 M€ de prêts numériques pour les PME afin d'engager des projets structurels de transformation par exemple pour prendre en compte l'impact du traitement des grandes masses de données, ce que l'on appelle les Big Data, qui vont révolutionner les pratiques dans le secteur privé comme dans le secteur public.

Cette transformation va plus loin que le simple sujet industriel et c'est pourquoi j'ai confié une mission à Philippe Lemoine en janvier pour précisément identifier les réponses à apporter dans les différents secteurs afin qu'ils puissent s'adapter le plus efficacement à la transformation de notre économie. Le numérique doit également permettre une alliance entre nos PME et nos grandes entreprises, au service de la compétitivité de tous.

Est-ce qu'un frein à l'innovation ne réside pas dans notre organisation encore trop verticale et où acteurs privés et publics - et parfois entre acteurs publics eux-mêmes - ne dialoguent pas assez ?

Lever tous les freins à l'innovation nécessite en effet de construire de nouvelles interactions, pour renouveler notre tissu économique et de service public. L'innovation, comme le numérique, sont des sujets transversaux, qui nous concernent tous. C'est aussi pour cela je suis convaincue qu'il faut décloisonner le plus possible, afin de permettre aux acteurs d'échanger entre eux sur les meilleures pratiques, de se mettre en réseau. Cela demande de grands efforts d'adaptation et un changement d'organisation mais nous pourrions, pour ce faire, nous appuyer sur de nouveaux outils, notamment numériques, pour les faciliter. C'est aussi le sens de mon soutien aux FabLabs et aux lieux collaboratifs que j'évoquais précédemment, puisque ce sont des lieux ouverts à la fois aux entreprises, aux travailleurs et aux acteurs publics qui leur permettent de se retrouver autour d'une dynamique d'innovation locale.

Initiative

Coup d'envoi pour la French Tech



Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, a donné le coup d'envoi de l'initiative French Tech. Objectif : faire de la France

une des principales nations numériques du monde et favoriser l'émergence de champions du numérique de niveau mondial.

Les champions du numérique se développent dans des métropoles qui ont su en stimuler la création et le développement en constituant des écosystèmes qui concentrent des acteurs publics et privés très dynamiques. Les moteurs de ces écosystèmes sont les entrepreneurs qui créent des startups, les font grandir à l'international mais aussi se mobilisent pour soutenir d'autres startups de leur écosystème.

La French Tech se veut un grand mouvement de mobilisation collective de ces écosystèmes territoriaux pour accélérer la croissance de leurs startups et entreprises numériques. Pour faire grandir les startups et accroître la visibilité internationale de l'écosystème numérique français, la French Tech dispose de trois leviers d'intervention :

en créant trois ou quatre nouvelles Académies en Ile de France.

A signaler : Les Auditions de la Yump Académie, un événement qui se tiendra le 7 avril prochain dans un théâtre parisien.

Pour tout renseignement : <http://jeuxmontermaboite.com/blog/>

Témoignage

4 témoignages de l'académie 2013-2014



Ils sont 4 parmi les 20 jeunes participants de la Yump Académie 2013-2014. e-Mutécoc les a rencontré et vous livre un aperçu de leurs projets et de leurs réflexions sur leur expérience.

- **Faustine Cabalzar**, de Deuil la Barre (Val d'Oise) 32 ans, photographe de formation.

Son Projet : « way2arts » : créer un réseau social, plateforme internet, afin de mettre en contact des artistes indépendants avec les organismes de spectacle dans le domaine de la création d'événements.

- **Martial Clouh**, de Cergy Pontoise (Val d'Oise), 31 ans, éducateur sportif, issu des milieux associatifs tournés vers l'aide aux jeunes des quartiers défavorisés.

Son projet : « Family Concept » : proposer aux jeunes des quartiers des activités professionnelles dans le milieu du sport en particulier, pour les aider à s'insérer dans le monde du travail.

- **Samira Hamiche**, Neuilly Plaisance (Seine saint Denis), 39 ans.

Son projet : référencer des services périphériques au monde du spectacle, tels que les traiteurs, les coiffeurs, les maquilleurs, les mannequins, à travers une plateforme internet, réseau social, tout en les accompagnant et en les mettant en valeur par des formations et des animations spécifiques.

- **Dalila Zougar**, de Châtillon (Hauts de Seine), 32 ans

Son projet : lancer une marque de lingerie féminine de jour et de nuit destinée à une clientèle du Moyen Orient. Une collection entièrement française (design, conception, matière, fabrication et production) en s'appuyant sur l'image des produits de luxe français. La collection est entièrement travaillée avec des matières nobles et raffinées telles que la soie, dentelle de Calais, broderie, mousseline, fil d'or

L'accès à la formation Yump doit se gagner à l'issue d'un concours de recrutement organisé par des professionnels et des experts du monde de l'entreprise. A partir de là, les 4 Yumpers apprécient unanimement le côté très professionnel de la

- **la mobilisation des écosystèmes métropolitains** autour d'un projet fédérateur et ambitieux en labellisant des métropoles French Tech sur la base de critères précis : un écosystème disposant d'une taille critique et d'un dynamisme remarquable et associant un ensemble conséquent d'entreprises en croissance, un réseau d'acteurs publics et privés coordonnés, efficaces et mobilisés, un environnement urbain favorable et attractif, des espaces d'expérimentation et de démonstration,

- **l'accélération de la croissance des startups.** Plus que sur la création d'entreprise, la French Tech se focalisera sur l'accélération de la croissance des startups et entreprises numériques pour en faire des leaders internationaux. L'Etat pourra investir 200 M€ dans des dispositifs d'accélération, un soutien qui pourra prendre la forme de fonds propres ou quasi fonds propres,

- **l'attractivité internationale.** Les Métropoles French Tech seront mises en réseau et travailleront en équipe dans un effort de marketing et de promotion internationale pour accroître la visibilité et l'attractivité de l'écosystème français. Une enveloppe de 15 M€ sera consacrée à ces actions de promotion.

 [le site de la French Tech](#)

Appel à projet Développer les FabLabs



Arnaud Montebourg et Fleur Pellerin ont annoncé en décembre dernier les résultats de l'appel à projets Fablab « aide au développement des ateliers de fabrication numérique », destiné à soutenir la création et le développement de FabLabs en France par le biais de subventions des dépenses d'investissement. 154 dossiers ont été déposés et 14 retenus sur tout le territoire.

Pour les deux ministres, le développement des FabLabs est « un mouvement mondial, celui de la transformation numérique, celui de l'innovation, des makers, qui va remettre en cause les schémas traditionnels de l'industrie ». Ils sont également un formidable accélérateur de décloisonnement entre les entreprises, la recherche, l'université, la citoyenneté, la culture, l'artisanat. A noter que les FabLabs seront également éligibles au programme de soutien à la French Tech, doté de 215 M€.

A noter que la DGIS pilote actuellement une étude sur l'état des lieux et la typologie des FabLabs en France. Sortie prévue en avril / Mai.

La définition de la DGCIS

Un FabLab est un atelier de Fabrication numérique qui permet aux architectes, designers, entrepreneurs ou simples utilisateurs, de fabriquer toute sorte d'objets à l'aide de machines-outils pilotées par ordinateur (par exemple : des découpes laser, fraiseuses numérique, ou imprimantes 3D). L'atelier est avant tout un lieu d'échanges ou de partage des connaissances.

Imaginé à l'origine aux Etats Unis à la fin des années 90, au sein du Massachusetts Institute of Technology (MIT), le concept de FabLab dont le nom est une contraction de « laboratoire de fabrication » s'est répandu aux Etats Unis avant de s'étendre, depuis quelques années dans d'autres pays, notamment européens.

formation en même temps qu'ils en soulignent la densité et la durée. Ils avouent devoir faire des sacrifices pour se consacrer entièrement à leur projet, d'autant qu'il faut pour certains concilier activité professionnelle en cours et formation ou se priver de leurs sources de revenus pour suivre l'Académie. Ils n'oublient pas de dire aussi que leur origine sociale ne leur permettrait jamais d'accéder à une telle formation. En particulier, la gratuité de la formation est un élément déterminant. Yump est un accélérateur de talents.



Regard décalé

Regard
décalé



Une nouvelle approche de
l'innovation

Entretien avec Jean-
philippe Mousnier



Jean-Philippe MOUSNIER est sociologue et consultant, spécialiste de l'Open Innovation, des Living Labs et des technologies émergentes.

Expert en santé publique, il est membre de la commission de certification des établissements de santé, Haute Autorité de Santé (France), correspondant de l'Académie de l'Air et de l'espace (AAE), membre de la commission prospective « le transport aérien en 2050 ». Il est coordonnateur du projet européen VIVRE ET VIEILLIR ENSEMBLE, repenser 2025 et directeur Fondateur AEQUOLAB

Pour en savoir plus : [le site de la DGCIS](#), la direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services.

 le dossier complet de l'appel à projets sur le site de la DGCIS

Territoires

Pour une alliance stratégique entre territoires et entreprises ?



L'institut de l'entreprise a publié fin 2013 un rapport sur le thème « entreprises et territoires : pour en finir avec l'ignorance mutuelle ». Le rapport constate que l'émergence d'écosystèmes locaux plus compétitifs dépend largement de l'alliance entre entreprises et territoires et fait 15 propositions destinées aux acteurs publics et

privés.

Le rapport constate que, depuis une trentaine d'années, les mutations économiques ont accru l'importance des bénéfices que les entreprises tirent des territoires où elles sont installées. Infrastructures, présence de centres de recherche, qualité du tissu industriel, environnement favorable à l'innovation mais aussi attractivité liée au cadre de vie ... sont en effet autant de facteurs de compétitivité apportés par les territoires et qui jouent un rôle essentiel dans la performance des entreprises. Mais celles-ci contribuent en retour au développement et à la cohésion de leur environnement, donc des territoires, car elles sont le lieu de la création de richesses et de la socialisation des individus par l'emploi.

Pour des raisons historiques, culturelles, politiques, et sans doute aussi, comme le souligne le rapport, parce que la réussite de grandes entreprises françaises dans le monde occulte en partie le rôle des territoires, ces liens réciproques entre entreprises et territoires sont moins perçus en France que dans d'autres pays.

La relation entre les entreprises et les territoires doit devenir un enjeu stratégique qui implique de la durée. Si les territoires sont sources de compétitivité, alors les entreprises doivent y investir de façon pérenne plutôt que ponctuelle. Inversement, pour les territoires, la compétitivité ne peut s'acquérir que par des stratégies de long terme, capables de mobiliser tous les acteurs concernés. Et cette alliance entreprises / territoires doit avoir un but : faire émerger des écosystèmes locaux performants et collaboratifs. Un enjeu considérable pour permettre aux économies locales françaises d'atteindre des tailles et des niveaux de spécialisation suffisants pour être compétitifs et prendre leur place dans la mondialisation, comme le font de nombreux Länder allemands. Le rapport formule quinze propositions à l'égard des décideurs politiques et économiques pour y parvenir.

 L'Institut de l'entreprise

Le Discovery Innovation Lab

Laval.

Vous travaillez sur l'innovation et vous évoquez le fait qu'elle émerge aujourd'hui dans des lieux improbables. Qu'est-ce que vous voulez dire par là ?

Dans les années 50 la plupart des innovations technologiques continuaient les innovations précédentes au sein d'une même filière ; chaque filière avait ses centres de recherche « labélisés » attirés : l'automobile, le transport aérien, la photographie ou l'alimentation. Aujourd'hui, de nombreuses innovations parmi les plus importantes émergent en dehors des laboratoires et des méthodologies de recherche d'une même filière, dans de nouveaux espaces croisant différents savoirs, disciplines ou problématiques de recherche. Internet n'est pas la continuité du Minitel, mais la rencontre du Minitel et de la télévision, la télémédecine n'est pas la continuité de la formation aux gestes cliniques, mais la rencontre de la pratique médicale et de l'imagerie spatiale, etc.

Si l'on accepte cette importance des influences « venues d'ailleurs » et des interactions entre disciplines plus ou moins proches dans l'émergence de solutions innovantes, une des priorités est de rechercher et d'identifier (ou de provoquer) ces lieux qui vont jouer un rôle de creuset, de levier, de catalyseur ou d'accélérateur entre ces différentes pistes de recherche. Certaines pistes sont visibles et peuvent être anticipées sans trop d'hésitations : la transposition des nouvelles technologies de l'information ou de la simulation (réalité augmentée, réalité virtuelle, icube..) dans toutes les disciplines du contrôle : géolocalisation, domotique, chirurgie... d'autres sont beaucoup plus surprenantes comme l'interaction bionique et d'autres enfin sont à peine traçables comme les nouveaux usages des matériaux traditionnels (le carton, le verre, la paille, les textiles...) sur l'ensemble des technologies de construction, sur la conception des processus de création, mais aussi sur de nouveaux espaces d'usages et de consommation.

Ceci a beaucoup plus de conséquences qu'on ne l'imagine ; non seulement il y a de profondes ruptures des chaînes de savoir dans pratiquement toutes les disciplines traditionnelles (ruptures absolument non perçues dans les programmes d'enseignement initiaux et qui peuvent devenir l'enjeu de l'apport des MOOCs de demain aux formations existantes : les savoirs des interfaces), mais il y a de profondes ruptures des pratiques de conception et de mise en œuvre de ces technologies qui peuvent aller jusqu'à la transformation profonde des métiers ...

Est-ce que ça ne modifie pas profondément notre façon de concevoir le processus d'innovation ?

Cela veut dire en effet que « l'innovation innovante » n'est plus le monopole de lieux sacralisés, mais peut venir de partout. Cette multiplication du nombre et du statut des

Le « new deal » du DIL : une fabrique pour co-crédier les produits et services du futur



Eric Seulliet, de formation HEC et Institut d'Urbanisme de Paris, est un expert en prospective et innovation. Il a fondé le think tank la Fabrique du Futur et dirige maintenant le Discovery Innovation Lab. Il est par ailleurs Vice Président de France Living Labs. Il est le co-auteur de plusieurs ouvrages :

“Fabriquer le futur, l’imaginaire au service de l’innovation” (Editions Pearson) et “S’appropriier les clés de la mutation” (Editions Chroniques sociales).

Le DIL (Discovery Innovation Lab) est une structure créée en 2013 par 3 acteurs de l’innovation : Creative Valley www.creative-valley.fr (hub d’innovation comprenant incubateur et accélérateur de startups et espace de coworking), la Fabrique du Futur (think tank sur la prospective et l’innovation), et EPITECH www.epitech.eu (première école d’informatique en France, présente dans 12 grandes villes).

Les mots clés du DIL sont la cocréation et les approches en mode living lab (le DIL, labellisé living lab par ENOLL www.enoll.org est aussi membre fondateur de France Living Labs www.france-livinglabs.fr), pour souligner la volonté d’intégrer le parcours de l’innovation en un seul processus englobant, création, conception, fabrication, expérimentation et mise sur le marché. Ce regroupement des différentes phases de création d’un projet innovant, en outre, dans un même lieu doit permettre de mieux prendre en compte la nécessité d’accélérer l’innovation.

Par ailleurs, au cœur du fonctionnement d’un living lab, le DIL implique les usagers dès le début de la conception, en s’appuyant sur des « lead users » issus de sa communauté d’usagers, d’étudiants de l’Epitech et d’autres écoles partenaires, des startups hébergées au sein de Creative Valley, des citoyens et habitants.

Le DIL part d’une des limites du schéma français de l’innovation, qui selon Eric Seulliet est trop séquentiel et cloisonné. C’est un constat critique de l’état des lieux, avec des résultats médiocres et un faible retour sur investissement : plus de 90 % des projets d’innovation n’aboutissent pas, moins de 15% des PME innovent, à peine plus de 50 % des grandes entreprises sont innovantes en produits. La France ne se situe qu’au 6^o rang européen en terme d’innovation (source OCDE). Il est impératif d’ouvrir de nouveaux champs de création, un « New Deal » entre les différentes parties prenantes qui s’appuie sur de nouvelles valeurs fondées sur la cocréation, la transdisciplinarité, l’observation des usages ... En somme, pour construire un projet commun et collectif qui doit permettre de concrétiser et réussir les projets d’innovation. Pour atteindre cet objectif, le DIL apporte aux projets trois types de plus-values : une faisabilité technologique, une viabilité business (acceptation par le marché) et surtout une désirabilité (intégration de valeurs humaines, esprit « design thinking ») qui est souvent l’élément faisant défaut et qui permet de rendre les innovations réellement disruptives.

De fait, le DIL constitue en France un dispositif unique : ancré dans un hub d’innovation, relié à un vaste écosystème et à des communautés d’usagers, équipé de Fablabs, il préfigure une vraie fabrique du futur pour imaginer, co-crédier et mettre sur le marché les produits et services de demain.

«parties prenantes » d’un processus de création scientifique ou sociétal est à la fois un extraordinaire espoir, et une redoutable complexité : identifier, anticiper, évaluer, comprendre devient plus délicat.

C’est ce que signifie ce concept récent de «rencontres improbables» : l’innovation n’émergera pas seulement là où on l’attend ! D’où l’importance de concevoir une nouvelle génération de dispositifs de veille et de régulation de ces lieux inconnus, impossibles, improbables où risquent d’émerger les solutions utiles et acceptables de demain !

Comment analysez-vous le phénomène des Living Labs ? Et est-ce qu’il existe des Living Labs rassemblant des acteurs publics et privés (collectivités, etc.) ?

Le Living Labs (ou laboratoire vivant, ouvert, pluriel) est justement une des réponses de la communauté scientifique (et aussi des responsables politiques) à cette nécessité d’imaginer et de provoquer ces lieux de rencontre où les différentes parties prenantes d’une même discipline vont collaborer à la recherche et à la qualification de solutions mieux adaptées aux attentes de la société. Un Living Labs est par définition un laboratoire où doivent se croiser des chercheurs, des industriels et des usagers. Héritier de tout le courant de pensée sur l’Eco-conception, le Living Labs repose sur ce concept fort qu’il faut associer ces trois publics porteurs chacun de sa rationalité, de ses besoins et de son savoir le plus en amont possible du cycle de conception.

Monter un groupe utilisateur au moment de la mise sur le marché pour tester l’argument marketing ou la finition du produit (du service) est une erreur grave qui peut coûter très cher et qui explique que 80% des innovations ne rencontrent jamais leur marché !

Certains Living Labs sont très proches des pôles de compétitivité, d’autres entretiennent avec eux une relation soutenue. Tous partagent la même idée d’une innovation «hors les murs», d’un savoir métissé qui produit de nouveaux modes de fonctionnement. La difficulté des pôles de compétitivité en France tout du moins, parce qu’en Belgique ou au Danemark cela est bien différent, est qu’ils sont centrés sur un seul domaine, précis, ciblé mais justement moins perméable à toutes les influences extérieures dont on vient de voir l’importance.

La transversalité entre disciplines non plus proches mais éloignées et «ne se parlant pas» devient un des moteurs de l’innovation, et l’on voit bien que le découpage actuel des Pôles n’est pas la meilleure réponse. On pourrait dire que le maillage chercheurs / industriels s’est plutôt bien passé dans la plupart des Pôles, un peu au détriment du maillage avec les usagers ou les consommateurs.

Cette prise en compte des usagers et des consommateurs est pourtant un des fondements des Living Labs ?

Anticipation des mutations économiques Mutécos, en "mutation" !



2011-2013 : neuf ateliers de recherche nationaux, deux ateliers régionaux (Poitou-Charentes, Nord-Pas-de-

Calais), quelques 1600 participants, la création d'un site internet, puis d'une lettre électronique e-Mutécos (janvier 2013, plus de 1500 abonnés aujourd'hui) ... C'est le bilan en quelques chiffres de Mutécos. Mais pour aller plus loin et au-delà, une Grande conférence s'est tenue le 21 janvier 2014 à Bercy. (Photo Copyright DH Simon)

Faire le bilan du triennat 2011-2013 et tracer des perspectives pour un nouveau triennat, tels étaient les objectifs de la Grande conférence du 21 janvier dernier. Les débats et échanges très riches de cette journée se sont appuyés sur les constats et les recommandations de l'étude d'évaluation de Mutécos, réalisée par le cabinet Algoé, et sur les travaux de 3 groupes de travail réunis de septembre à décembre 2013. Un constat : le souhait partagé par les participants de poursuivre l'expérience et la démarche Mutécos dans le cadre d'un nouveau triennat, en accentuant notamment la confrontation avec des expériences européennes.

En attendant l'élaboration, en cours, d'un projet pour le prochain triennat, vous pouvez retrouver l'ensemble des documents relatifs à cette conférence sur le site Mutécos, en particulier les synthèses des réunions des groupes de travail, une présentation de l'étude d'évaluation et la synthèse et les actes de la journée du 21 janvier.

Et en 2014, suivez Mutécos et ses évolutions sur le site internet et avec la lettre électronique e-Mutécos !

Mutécos, c'est quoi ?

Mutécos est un dispositif d'accompagnement et d'anticipation des mutations économiques, soutenu par des partenaires (FSE, DATAR, DGEFP, DAR). Il repose sur l'organisation de rencontres nationales et régionales, sur des thèmes liés aux mutations économiques. Son objectif : faire participer tous les acteurs, publics et privés, qui contribuent à l'émergence de nouvelles approches et des solutions collectives pour mieux anticiper ensemble les mutations économiques.

 [Le site Mutécos](#)

Photo Copyright DH Simon

Ce pourrait être une des évolutions des Living Labs que de réintroduire l'usager dans la dynamique industriels / chercheurs ! Cela veut dire utiliser les Living Labs comme viviers dotés d'une mission plus claire et mieux outillée d'introduction et d'accompagnement des usagers (ou pour reprendre la dénomination complète : des usagers-citoyens-consommateurs-électeurs !) dans le processus d'innovation. Pour donner une comparaison, le Danemark installe en ce moment un Living Lab au centre d'une maison de retraite, pour faire des pensionnaires des usagers/ testeurs capables d'aider les chercheurs et les développeurs au plus près de leurs besoins réels.

Mais ce n'est pas simple et peu de Living Labs ont su, à ce jour, développer une pratique réelle de mobilisation des usagers, et encore moins des patients ou des usagers atteints de handicap, alors même que toutes les disciplines en ont besoin. Dans le lancement récent d'une filière dédiée à la Silver Economie, dont le maintien à domicile des personnes en risque de perte d'autonomie fait partie, on voit bien que tous les dispositifs innovants (ou présentés comme tels) qui peuvent avoir un débouché commercial considérable, (comme la télé présence, la télésanté, la téléassistance ou les gérontechnologies au sens large), sont dépendants d'un véritable dispositif de test et d'expérimentation probant avec les usagers fragiles ou vulnérables. Un dispositif qui délivre un label de produit (ou service bien sûr) réellement innovant et utile ! Telle pourrait être la mission des Living Labs.

Maintenant il faut rester très prudent et si l'on voit fleurir des revendications de Living Labs un peu partout, cela ne correspond pas toujours à un fonctionnement d'ouverture sociale et de mobilisation des usagers ou des représentants de la société civile. Un Living Labs trop proche d'un groupe industriel peut devenir un « fidèle assistant » de ce groupe et perdre une partie de sa crédibilité scientifique ! L'Etat a bien compris l'intérêt des Living Labs et n'hésite pas à y participer soit en les fédérant (par exemple le LLSA, Living Labs Santé et Autonomie fortement « encadré » par le CGIES et la DGCIS), soit en leur confiant des études ou des missions touchant aux missions du service public (par exemple l'enquête sur les Senior et les tablettes réalisées par Le Lutin, le Living Labs de la Cité des Sciences et de l'Industrie).

Les collectivités sont plus en retrait à ce jour, et je ne connais pas de région, de département ou de Ville qui se soit dotée d'un Living Labs territorial pour réfléchir ou tester les innovations devant changer la qualité de vie des usagers ou des citoyens d'un territoire donné.

Vous parlez de convergence, celle des technologies par exemple qui permet de créer de nouveaux produits ou usages, mais vous évoquez aussi la notion de congruence, quelle est la différence ?

La convergence de certaines technologies les unes vers les autres ne fait plus débat aujourd'hui. C'est la continuation directe des

Le laboratoire des usages

Living Labs et mutation des territoires



Auteur d'une thèse sur le «Le mythe de Venise» à l'heure des innovations de la Renaissance, André Jean-Marc LOECHEL crée en 2007 l'association de préfiguration de la Fondation des Territoires de Demain qui accompagne les acteurs

de l'innovation dans le domaine de l'économie territoriale de la connaissance et de la création de Living Labs. Il est membre du Conseil Scientifique du Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégiques (Section VIII - Compétitivité et développement technologique : rayonnement, patrimoine et sécurité).

e-Mutécós s'est entretenu avec cet expert des Living Labs et spécialiste de la gestion de l'identité territoriale comme composante de l'innovation ouverte et de rupture à l'échelle des villes et des régions.

Vous évoquez une mutation territoriale faite d'abord d'innovation ouverte et de rupture ?

S'il est un horizon caractérisé par des débats multiples, c'est bien celui de l'offre et donc de l'analyse des usages. L'illustration la plus paradigmatique en est ce qu'il convient de dénommer précisément «laboratoire des usages» ou encore «laboratoire vivant» (Living Lab). Celui-ci prend place parmi maints espaces d'innovation qui se développent tout autour de nous - qu'il s'agisse du monde urbain ou rural - et qui constituent l'image même de l'émergence de nouvelles formes spatiales dédiées à des activités technologiques ou à des constructions sociales porteuses souvent de valeurs nouvelles et de potentialités créatrices de toutes natures : Fab et Fac Labs, Media Labs, Hack Labs, succédant elles-mêmes à des initiatives antérieures telles que tiers lieux, boutiques des sciences ...

Ce sont ces lieux, souvent d'une singulière diversité dans leurs réalisations et leurs objectifs, que nous accompagnons, analysons et mettons en réseau tant à l'échelle nationale (RELAI) qu'internationale (LEILAC).

Comment définirez-vous les Living Labs ?

Pour accompagner territoires et acteurs territoriaux, il est important de partir d'une radiographie des usages nés de l'économie de la connaissance qui se développe sous nos yeux et de toutes les formes de l'intelligence territoriale. Il est donc essentiel de se doter d'outils de visibilité (Tech List, cartographie des compétences, cartographie des connaissances...). Un laboratoire vivant permet une véritable réflexion collective sur les opportunités d'un territoire et l'écriture d'une véritable feuille de route d'une ville ou d'un pays. Il amène aussi à la formulation de projets de toutes natures, terreau particulièrement fertile à la création notamment de petites start-ups et autres entreprises innovantes.

C'est un phénomène d'une diversité absolue où il est souvent difficile de dénommer les lieux qui ainsi émergent et surgissent sans qu'au fond personne ne s'y attende et sans qu'une institution

tendances amorcées par chacune d'entre elles. Elles sont devenues totalement prévisibles ou potentiellement probables. Le croisement d'Internet et de chaque autre technologie industrielle ou filière scientifique est engagé et les produits inondent le marché depuis plusieurs années, de l'imprimante 3D au Smartphone, en passant par la wii !

La définition de la convergence technologique est définie d'une façon un peu trop figée mais qui fait référence depuis le rapport Nordmann. L'expression «technologies convergentes» désigne la rencontre d'innovations dans les domaines de la microélectronique, de la bioinformatique, des nanotechnologies et des sciences cognitives. La technologie s'avance aux frontières de la connaissance scientifique, sous la pression de puissants intérêts commerciaux ou politiques, parfois spéculatifs. Face aux défis que posent ces progrès de la recherche et de l'innovation, il est évident qu'une attention majeure doit être portée aux questions d'éthique et d'acceptabilité sociale dès la conception même des programmes de recherche, en amont des applications technologiques. Il s'agit d'une tâche essentielle pour construire une approche démocratique de la politique de la science et de la technologie.

La convergence me semble plus relever aujourd'hui de la stratégie que de la prospective, du moins au niveau industriel, même s'il y a encore de nombreuses surprises à découvrir. Par contre, la notion de congruence est peut être beaucoup plus riche : c'est le fait que, à un endroit donné, pour des raisons données mais non complètement prévisibles, des technologies différentes, parallèles qui n'avaient aucune raison de se croiser, vont trouver une synergie et vont enclencher un processus mutualisé de création de valeur partagée, d'innovation de rupture, ou d'utilité sociale... La congruence étend notre champ de veille et de vigilance des rencontres prévisibles jusqu'aux rencontres improbables ! Les deux ne s'excluent pas mais au contraire se complètent : l'une est l'éclaireur de l'autre, la sentinelle avancée, le déclencheur d'alertes...

Si l'on veut imaginer les lieux de rencontre improbable un peu plus éloignés, c'est en regardant les interactions possibles de la bionique, de la reconnaissance de formes et d'Internet que l'on frémit un peu. Mais une autre ligne forte d'une approche de la prospective par la congruence s'analyse non pas en termes de contenus mais en termes de méthodes de recherche. Intégrer la co-conception (utilisateurs finaux, chercheurs et industriels-designers) tout au long des cycles de conception, de test et de développement est un minimum. Intégrer ce même processus de co-conception tout au long d'un processus d'éco-conception élargie qui aille de la veille grise sur les marchés concurrents émergents, au recyclage du produit en fin de vie (à l'exemple de la D3E) définirait une sorte de nouvelle démarche d'éco-co-conception, porteuse de notre potentiel d'exploration des congruences technologiques et sociétales.

Cela veut dire généraliser de nouvelles méthodes d'open-innovation, de nouveaux

n'en ait véritablement esquissé les contours, même si les pouvoirs publics y ont toute leur place et y ont pleinement leur rôle à jouer.

Enfin, le phénomène des Living Labs est un mouvement planétaire au travers du développement de relations autres du territoire au savoir, au travers aussi d'une importance nouvelle de la gestion de son patrimoine et de son identité qui devient aujourd'hui un vecteur important de l'innovation, au travers enfin de nouvelles relations avec d'autres pôles de connaissance, base d'une diplomatie économique fondatrice de coopérations décentralisées revues. Les Living Labs se construisent sur de tels écosystèmes en cherchant à valoriser "le savoir du territoire" et en le mettant en vitrine, en structurant et en gérant toutes les interactions possibles. **Comment les acteurs publics et privés collaborent-ils dans les Living Labs ? Et qui fait quoi ?**

Un laboratoire d'usages fait se rencontrer des acteurs qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer ou dont les synergies ne se font pas naturellement. L'idée maîtresse est en fait toujours de travailler à partir d'une **identité forte du territoire** (patrimoine identitaire) comme vecteur d'attractivité tout en combinant cette approche avec une collaboration ouverte avec l'autre dans ses ressemblances, ses différences et ses complémentarités au niveau local comme à l'international. Pour bien collaborer, il faut aussi des outils et un accompagnement. La boîte à outils composée d'une «**cartographie de la connaissance**» et l'accompagnement pour faire se rencontrer des idées et des projets sont ainsi essentiels.

Les démarches contributives et collaboratives - de l'open data contributif au financement participatif - confèrent au Living Lab une image à vocations multiples allant de la galerie d'idées (chère à nos collègues du campus de **Mataro** en Catalogne) aux tiers lieux associant par exemple le co-working aux espaces éphémères de vente. **Le lien avec l'autre** est ainsi au cœur des divers dispositifs que tout laboratoire vivant est amené à déployer: lien avec des représentants d'autres disciplines ou au contraire au sein de cellules professionnelles (juristes et architectes à Madrid par exemple), lien à l'étranger au travers de réseaux internationaux qui concrétisent les nouvelles formes de diplomatie économique et lien bien sûr entre acteurs privés et publics. C'est même là l'exigence première d'un laboratoire d'usages où il est impératif de connaître d'autres marchés, d'autres clientèles potentielles à l'image du néoshop de **Laval** où une «boutique living lab» du centre-ville diffuse sur place les produits et services des start-ups mayennaises, mais également au travers d'une boutique équivalente créée à Londres et d'autres villes au sein d'un projet européen, leur permettant ainsi une vraie visibilité sur des marchés internationaux.

Il en est de même à **Rennes** où un projet mené notamment par la CCI - fort dynamique en matière d'innovation ouverte - et l'ADEME implique la création de Living Labs démonstrateurs avec des exemples d'une grande diversité (tel que les projets parmi d'autres d'un Living Lab du petit commerce au cœur de Rennes ou encore d'un Living Lab du pèlerinage à la Vallée des Saints).

Il en est de même encore en ce qui concerne le projet de Centre Européen de Nouvelles Technologies mené sur le territoire de la Communauté de Communes de Privas Rhône et Vallées, où la démarche en mode Living Lab a finalement permis au projet présenté par une entité privée de se concrétiser en liaison avec une majorité des habitants: un laboratoire d'usages se veut d'abord porteur d'une pédagogie du projet !

Fondation des Territoires de Demain

lieux de confrontations science et société comme les Living Labs, de nouveaux savoirs centrés non sur les sources de connaissances traditionnelles actuelles, mais sur les passerelles, les migrations, les emprunts de ces savoirs les uns aux autres.

Photo Copyright DH Simon

[RETOUR SOMMAIRE](#) ↻

Quoi de neuf sur le site ?

Quoi de neuf sur le site ?

site internet

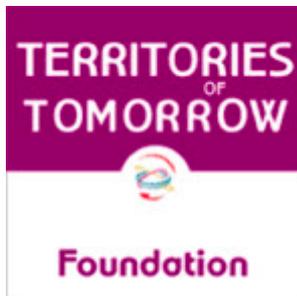
Le site Mutécos fait peau neuve !

Le site Mutécos s'adapte pour être plus lisible, mieux mettre en valeur ses contenus et mieux répondre aux besoins des internautes, avec 4 grandes rubriques. Objectif : faire du site un lieu de ressources dans le domaine des mutations économiques et de leur anticipation. Mise en ligne du nouveau site prévue mi-mars.



Dans la rubrique **Initiatives / événements**, vous pourrez trouver des initiatives de Mutécos, de ces partenaires ainsi que les vôtres : colloques, rencontres.... **Ressources** permet d'avoir accès à des documents de référence : rapports officiels, études, notes d'information ... et liens vers des sites utiles. La rubrique **Veille** fait régulièrement le point sur des dossiers dans l'actualité ou apporte des éclairages prospectifs. Enfin, la rubrique **Triennat 2011-2013** regroupe l'ensemble des rencontres nationales et régionales de Mutécos. Pour chacun des ateliers, sont rassemblés programme, synthèse et actes ainsi que la documentation associée (présentations d'intervenants, notes, études...). Vous pourrez également y trouver la Grande conférence Mutécos du 21 janvier 2014 : synthèse et actes de la journée, synthèses des réunions des 3 groupes de travail préparatoires, vidéos ...

Enfin, une rubrique Vidéos permet également



L'association de préfiguration de la Fondation des Territoires de Demain a été créée par un laboratoire d'idées dédié à l'économie de la créativité, ARENOTECH) et par le Réseau «Villes Numériques». Elle a pour mission le développement et l'accompagnement des espaces dédiés à l'innovation de rupture et au déploiement des technologies de la connaissance au cœur non

seulement des parcs scientifiques et technologiques, mais également au sein des villes et du monde rural. Elle labellise ainsi à l'échelle internationale comme «Territoire de Demain» les collectivités engagées dans la création de nouveaux rapports à toutes les formes de savoirs qui les définissent dans leur identité, leurs projets présents et la co-construction de leurs horizons futurs.

-  [Fondation Territoires de Demain](#)
-  [ARENOTECH](#)
-  [Les villes numériques](#)

Illustrations

3 exemples de living Labs dans les territoires

A l'hôpital Pasteur de Nice, une équipe médicale est partie de l'idée de raccourcir les délais entre l'analyse des symptômes et le traitement thérapeutique appliqué au malade pour développer «de nouveaux horizons entre le patient et le médecin». Le Living Lab, en introduisant en amont le malade dans le processus médical dans un espace de santé public partagé, apporte ainsi des réponses innovantes aux problématiques complexes de la santé publique. A partir de là, est né le projet de l'Espace Partagé de Santé Publique, en partenariat avec notamment le Conseil Général et les villes de Nice et d'Antibes. Il est conçu comme un espace ouvert, fédératif, de partage de connaissances et d'expériences dans le but de promouvoir des réponses innovantes aux problématiques complexes qui mobilisent le système de santé (vieillesse de la population, santé mentale, inégalités sociales de santé, maladies chroniques, dépendance et handicap...). Dans ce cadre, de nombreux projets sont déjà réalisés : la création d'une plateforme de soutien aux professionnels de premier recours pour répondre aux problèmes de prise en charge globale de personnes en situation de perte d'autonomie et permettre aux acteurs des réseaux de s'associer pour créer une plateforme polyvalente, le développement des compétences des professionnels en santé publique, la réalisation dans le cadre du réaménagement urbain du quartier St Roch à Nice d'un parcours de marche adapté aux besoins des seniors, l'animation d'un groupe de travail intersectoriel sur les aménagements urbains favorables à la santé, un référentiel des compétences en gérontologie, des études sur des problématiques majeures de santé publique, «30 recommandations pour un EHPAD du futur» (élaboration par des acteurs de terrain d'un livret recensant les recommandations innovantes, socle de l'EHPAD du 21^è siècle).

Le paradigme chilien et les Living Labs d'Amérique Latine Le Living Lab d'Independencia au nord de Santiago, en liaison avec des territoires du Chili, d'Argentine et du Brésil, constitue un vecteur d'attractivité dans le but d'aider des startups à se développer. Dans le contexte de la démarche «Start up Chile», il vise en effet à donner naissance à une véritable «vallée de l'innovation», dont le Living Lab, au travers notamment de son Observatoire, est clairement destiné à devenir l'axe majeur, dans la mesure notamment où il abrite le réseau LEILAC, créé par la France et rassemblant entre autres les partenaires de celle-ci en matière d'innovation disruptive, depuis l'Argentine jusqu'au

de voir des témoignages d'acteurs du développement économique.

[RETOUR SOMMAIRE](#) 

Mexique. Parmi ces laboratoires d'usages latino-américains, on citera notamment ceux de Mexico, Queretaro et Guadalajara au Mexique, ceux de Medellin, Bogota, Cartagène et Pereira en Colombie, ceci sans oublier ceux de Cuba, du Venezuela, du Pérou, de Bolivie et bien sûr du monde caraïbe (avec par exemple le Laboratoire de la Communauté du nord de la Martinique).

La création de **quatre Living Labs Territoriaux en Auvergne**. Le Conseil régional d'Auvergne, en partenariat avec les quatre Conseils généraux et les six agglomérations de la région, a pris l'initiative d'une infrastructure à très haut débit desservant l'ensemble du territoire dès 2025. Parallèlement, elle mène un travail de réflexion sur les usages du numérique à l'horizon 2030 en associant tous les acteurs économiques et sociaux au projet, la qualité des connexions jointe à la qualité de vie proposée constituant un puissant vecteur d'attractivité à l'égard notamment des jeunes entreprises innovantes, et en faisant ainsi de l'Auvergne un espace vivant d'expérimentation au travers de la création de laboratoires d'usages. Les quatre premiers Laboratoires d'usages auvergnats aujourd'hui en cours de développement prévoient, dans le cadre d'un partenariat original avec des Instituts de recherche, un premier travail de caractérisation de ces derniers au travers de l'identification des thèmes prioritaires de leur développement ou de problématiques territoriales spécifiques. Une seconde étape est celle du développement de Laboratoires Vivants Territoriaux Stratégiques. Le résultat attendu réside ici dans la co-construction d'une stratégie territoriale au travers d'une feuille de route stratégique du pays et de l'identification de projets porteurs à forte composante numérique. Une troisième étape est celle de la constitution d'un Laboratoire Vivant Territorial de Projets à forte composante numérique, avec un travail spécifique en équipes plus restreintes autour de porteurs de projets - ceux-ci étant identifiés dans la feuille de route du territoire avec un résultat attendu qui est celui de la mise en oeuvre opérationnelle de projets.

[RETOUR SOMMAIRE](#) 



Etude PIPAME

Relocalisations d'activités industrielles en France



Cette étude a pour objectif d'identifier les facteurs déterminants des relocalisations d'entreprises et de proposer des solutions durables pour appuyer les entreprises dans le maintien ou la relocalisation de leurs activités en France. Sa réalisation a été confiée, à la demande de la direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services, (DGCIS) et de la DATAR dans le cadre du pôle interdirectionnel de prospective et d'anticipation économique, Pipame, à un groupement associant le cabinet Sémaphores, le centre Études et Prospective du groupe Alpha et l'université Paris Dauphine (ACEDI).

 Lire l'étude du pôle interministériel de la prospective et de l'anticipation des mutations économiques (PIPAME) de décembre 2013

Classement mondial des think tank

Classement mondial des think tank par l'University of Pennsylvania

Dans le nouveau *Global Go To Think Tanks Report 2012* de l'Université de Pennsylvanie, l'Institut français des relations internationales, l'Ifri, est classé au 22^e rang des 100 *think tanks* les plus influents au monde, États-Unis compris.



Seul *think tank* français à figurer parmi les 100 leaders mondiaux, l'Ifri se trouve au côté d'instituts comme la *Brookings Institution* (Etats-Unis), *Chatham House* (Grande-Bretagne), le *Council on Foreign Relations* (Etats-Unis), la *Rand Corporation* (Etats-Unis), *Bruegel* (Bruxelles), la *SWP* (Allemagne)...

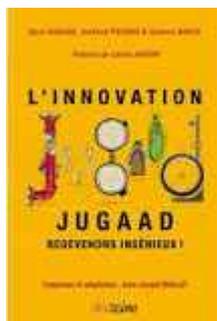
Présentée à l'Université des Nations Unies à New York le 17 janvier dernier, l'étude de l'Université de Pennsylvanie porte sur 6 603 *think tanks* dans 182 pays. Élaboré à partir de la contribution de 1 100 experts, universitaires, décideurs politiques et économiques, journalistes, représentants de gouvernement et d'ONG de 120 pays, le *Global Think Tank Index* se veut le répertoire mondial le plus complet.

Le classement des Think Tank est effectué par région mondiale, en étudiant leurs productions, en études, réflexions et en événements organisés.

[La rapport Go to think tank \[PDF\]](#)

Publication

Innovation Jugaad, redevenons ingénieux.



Ouvrage co écrit par Simone Ahuja spécialiste en conseil stratégie et marketing à Minneapolis et Bombay, Jaideep Prabhu, professeur à la Judge Business School de l'université de Cambridge (Royaume-Uni), Navi Radjou, français d'origine indienne, consultant en innovation actuellement installé dans la Silicon Valley.

Jugaad est un mot hindi populaire qui peut être traduit à peu près par « l'art de concevoir des solutions ingénieuses, largement pratiqué dans les pays émergents » : C'est littéralement l'art de « faire plus avec moins » dans des conditions difficiles.

Dans un monde où les ressources financières et énergétiques se restreignent, les entreprises occidentales s'inspirent de plus en plus de l'art de concevoir des solutions ingénieuses développées dans les pays émergents.

["L'Innovation jugaad. Redevenons ingénieux!" \(Editions Diateino\)](#)

Publication

Les villes numériques



L'ouvrage a pour objectif de faire le point sur les mutations territoriales à l'ère des technologies numériques et des stratégies «French Tech».

Il montre notamment comment l'intelligence économique territoriale a pu développer des boîtes à outils d'accompagnement des acteurs territoriaux mis en œuvre dans la rédaction de feuilles de route spécifiques, mais aussi de stratégies numériques globales pour les territoires.

Transformée par les technologies de la connaissance, à quoi pourrait donc ressembler la cité de demain ? Cette question a guidé Christophe Legrenzi, expert international en management des systèmes d'information, et André Jean-Marc Loechel, président de la Fondation des Territoires de Demain, dans la réalisation de cette étude.

Il s'agit à la fois de présenter des initiatives innovantes à travers le monde, qui peuvent être sources d'inspiration et d'idées pour les collectivités, et de fournir une vision prospective de l'évolution des espaces urbains, afin d'envisager pour chacun d'eux les enjeux à plus long terme.

[Innovation - réseaux intelligents- nouveaux services \(Best Research, Paris, 2013\).](#)

Les notes d'analyse du CEP

Le Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI) : la mise en réseau comme levier de l'innovation en agriculture

Le Centre d'étude et de prospective du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des forêts présente ses dernières notes d'analyses. e-Mutécocos s'en fait l'écho.



Nouvel instrument communautaire mobilisant la politique de recherche et la PAC, le PEI entend susciter des partenariats entre les acteurs du développement, de l'enseignement agricole, les agriculteurs, les chercheurs et les entreprises.

Cette note identifie les opportunités dont il est porteur, tant au niveau local que dans la mutualisation à l'échelle européenne des divers réseaux innovants. Mais le PEI recèle aussi plusieurs défis et il amènera les acteurs à réviser leurs rôles et leurs stratégies.

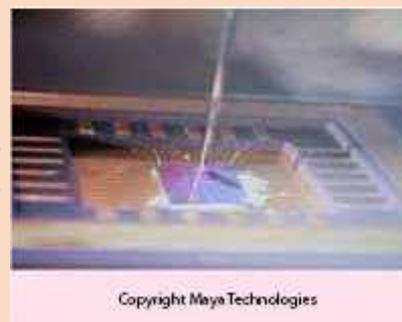
[Lire la note d'analyse n°65 de novembre 2013 \[PDF\]](#)

[RETOUR SOMMAIRE](#)

Le dossier

Living Labs, FabLabs, MediaLabs...ils sont partout

Ils sont partout ou presque ! Ils ne sont pas réservés à un public averti, à des technophiles ou à des startups. Au contraire, ils nous concernent tous : entreprises, administrations, collectivités territoriales, monde associatif...et ils pourraient bien dans les années à venir changer la donne dans nos écosystèmes. Quel rôle peuvent-ils jouer dans l'anticipation de mutations économiques qui sont devenues une donnée structurelle de la vie des territoires ? Sont-ils porteurs d'une vraie révolution ? Sont-ils un nouveau modèle économique ? Comment s'en servir ? Autant de questions qui expliquent qu'e-Mutécocos ait choisi de leur consacrer son numéro 5 et de faire un tour d'horizon des Living Labs et autres labs.



Et d'abord, Les Labs, c'est quoi ?

Les **Living Labs** («laboratoires vivants») regroupent des acteurs publics ou privés, des entreprises, des associations mais aussi des porteurs de projets, des citoyens, des usagers, des clients...Objectif : coproduire et tester des services, des outils, des objets ou des usages nouveaux. Premier point fort du living Labs, créer un écosystème d'innovation ouverte, fondé sur le croisement des compétences et des réseaux, bref un décloisonnement total des approches. Second point fort : associer dès la conception les deux bouts de la chaîne, ceux qui ont des projets et des idées et ceux qui demain pourraient les utiliser, les futurs usagers.

Un **Fablabs** (un « laboratoire de fabrication») est un atelier de fabrication numérique qui permet de fabriquer des objets à l'aide de machines-outils pilotées par ordinateur, par exemple des machines à découpes laser, des fraiseuses numériques, des imprimantes 3D ou encore des logiciels de conception et de fabrication assistées par ordinateur. Ce qui est nouveau, c'est que les Fablab sont ouverts à tous : entrepreneurs, étudiants, designers, usagers, clients, bricoleurs... C'est de ce croisement de métiers et d'approches que peuvent naître de nouveaux objets. De quoi bouleverser les schémas traditionnels de l'industrie. Il permet aussi bien de faire du prototypage rapide (entrepreneurs, créateurs) que de produire des objets en petite série (bricoleurs, pays en voie de développement.) ou encore, plus simplement, de découvrir et de fabriquer des objets (les enfants par exemple).

Pourquoi ça marche ?

D'abord parce que l'innovation est au cœur de notre économie et de la création de valeur et qu'il faut innover sans cesse et de plus en plus vite pour rester dans la compétition. D'où l'intérêt des Living Labs et autres Labs qui offrent un système d'innovation ouverte permettant à des acteurs économiques de s'allier pour être plus réactifs et aller plus loin. Mais pas seulement. Les Living Labs associent également les futurs utilisateurs de produits ou de services nouveaux à ces acteurs économiques avec une idée simple : c'est l'usage des futurs produits ou du service qui en fait la valeur et comment mieux concevoir ces usages qu'en faisant participer les utilisateurs à leur conception. Une co-création rendue possible par les technologies de l'information et de la communication qui transforment profondément notre façon de participer à la vie collective, mais aussi notre manière de travailler ou d'apprendre. C'est dire que le modèle traditionnel de l'industrie fondé sur la verticalité, la hiérarchie et une logique de l'offre est désormais largement obsolète et devrait laisser la place à un nouveau modèle économique. Un constat qui peut s'appliquer également aux acteurs publics : administrations, collectivités...

En France, il existe des Labs dans tous les domaines. Quelques exemples parmi d'autres

Il existe bien sur des Labs dans le secteur des technologies de l'information et de la communication stricto sensu mais pas seulement. On trouve bien sur des Labs dans des **structures regroupant des startups** comme, par exemple **Silicon sentier** qui regroupe des entreprises innovantes pour promouvoir des startups du numérique et favoriser l'émergence de projets individuels ou collectifs en Ile de France. Les médias ne sont pas en reste, par exemple avec le Medialabs de l'AFP qui regroupe journalistes et ingénieurs-développeurs pour réaliser des projets innovants aussi bien dans la structuration de l'information que dans sa visualisation.

Mais on en trouve aussi de plus en plus dans les grandes entreprises (Le Labs Postal de la Poste, ceux des grandes banques, de la SNCF ou Orange...) ainsi que dans les pôles de compétitivité et clusters.

Ainsi du **pôle de compétitivité TES** (Transaction Electronique sécurisée), labellisé Living Labs en 2008. Son objectif : suivre avec des psychologues, des sociologues, des ergonomistes, des ingénieurs etc., la mise en place de nouvelles technologies dans la vie pratique avec toutes les personnes potentiellement concernées, de l'utilisateur au commerçant.

Le cluster i-Care, regroupe des acteurs des technologies médicales en Rhône-Alpes avec l'appui de la Région. L'objet de l'**e-Care Labs**, labellisé Living Labs en 2010, est de proposer dans le domaine de la santé des solutions efficaces et économiquement viables en associant tous les utilisateurs (praticiens, patients, entourages...). Dans le même domaine, l'association **Autonom'labs** (Limousin) est un **pôle d'innovation en santé et autonomie des personnes** dont le but est de favoriser l'émergence de projets et de solutions innovantes pour l'autonomie des personnes. Elle regroupe à cet effet entreprises, institutions publiques, collectivités, associations d'utilisateurs, acteurs du médico-social, universités, et laboratoires.

Territoires et collectivités ne sont pas en reste. **Lorraine Smart Cities Living Labs** associe l'université de Lorraine, Promotec CEI, des collectivités comme le Grand Nancy, des entrepreneurs, des usagers, des associations... Son but : construire un modèle de développement basé sur la prise en compte des utilisateurs dans le domaine du développement économique local et urbain. **Paris Région Labs** encourage le développement de solutions innovantes sur le territoire francilien et joue un rôle d'intermédiaire entre « fournisseurs » d'innovations et services de la ville de Paris et du conseil régional d'Ile de France. L'objectif de **Nomandy Living Labs** est de créer les conditions favorables à la création de produits et de services dans les domaines de la logistique, de la santé, du tourisme ou encore de la citoyenneté, en intégrant systématiquement les utilisateurs au processus d'innovation.

100% public, fondé par le conseil général du Rhône, **Erasmus** s'est spécialisé dans l'innovation numérique, en particulier pour l'éducation, les musées mais aussi les personnes âgées. Il mène des projets innovants avec des écoles, des musées, des maisons de retraite et intervient aussi bien en milieu urbain que rural.

Et les FabLabs ?

Depuis la création des premiers FabLabs français, comme le **FabLabs de Gennevilliers** ou la **Forge des Possibles** à La Roche-sur-Yon, les Fablabs se développent rapidement en France. Impossible d'en faire le tour mais on trouve sur Internet de nombreuses cartes, évolutives, pour les localiser. A signaler également l'appel à projets destiné à soutenir le développement des FabLabs en France (voir l'article dans ce numéro).

En savoir plus sur les Labs en Europe et dans le monde

L'association **ENoLL** (European Network of Living Labs), fondée en 2006 sous les auspices de la Présidence finlandaise de l'Union Européenne, labellise les Living Labs en Europe et dans le monde. 340 structures ont été labellisées à ce jour. D'autres structures existent également sur différents continents, par exemple **LEILAC** qui rassemble des Living Labs d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Et en France ? L'association **France Living Labs** (F2L) fédère des Living Labs français avec pour objectifs d'apporter un appui opérationnel à ses membres, d'organiser et animer la mise en réseau et de promouvoir les approches living Labs. Elle a noué en 2013 un partenariat avec ENoLL. Le **Relai** (réseau français des Living Labs et espaces de l'innovation), créé en 2011, regroupe des Labs engagés dans des coopérations territoriales internationales ou nationales.

Et si Mutécos était un Living Labs qui s'ignore ?

Mutécos est un dispositif d'accompagnement et d'anticipation des mutations économiques, soutenu par des partenaires (FSE, DATAR, DGEFP, DAR). Il repose sur l'organisation de rencontres nationales et régionales, sur des thèmes liés aux mutations économiques. Son objectif : faire participer tous les acteurs, publics et privés, qui contribuent à l'émergence de nouvelles approches pour mieux anticiper ensemble les mutations économiques. Son esprit : le décroisement, la transversalité et la co-construction de solutions nouvelles avec tous ceux qui font l'économie d'aujourd'hui et de demain : entrepreneurs, décideurs publics, universitaires, partenaires sociaux.

Pour en savoir plus sur Mutécos <http://www.economie.gouv.fr/mutecos>

 [L'association ENoLL](#)

 [France Living Labs](#)

 [Le cluster e-Care Lab](#)

 [Autonom-lab](#)

 [Lorraine Smart Cities Living Lab](#)

 [Paris Région Lab](#)

 [Normandy Living Lab](#)

- Erasme
- Le facLab de l'université de Cergy-Pontoise
- La forge des possibles
- Le Relai et Leilac

[RETOUR SOMMAIRE](#) 

[ABONNEMENT](#) | [MODIFICATION DE VOTRE ABONNEMENT](#) | [DESABONNEMENT](#)

La lettre e.Mutécos est éditée par Mutécos/Contrôle général économique et financier. Directrice de la publication: Christiane Ceccaldi. Rédactrice en chef : Line Hoang. Conception, réalisation et routage : [Aphania](#) pour le Sircom. Copyright Mutécos/Contrôle général économique et financier. Tous droits réservés. Reproduction autorisée sous réserve d'en informer Mutécos et de mentionner la source. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004 (...) modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à Mutécos/Contrôle général économique et financier, 67 rue Barbès, 94201 Ivry sur Seine Cedex ou par courriel contact : contact-emukos@kiosque.bercy.gouv.fr

